

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIË

AVIS 32.941/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

ADVIES 32.941/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 28 janvier 2002, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif à l'avancement au grade de commissaire divisionnaire de police", a donné le 13 mai 2002 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 28 januari 2002 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de bevordering tot de graad van hoofdcommissaris van politie", heeft op 13 mei 2002 het volgende advies gegeven :

Observation préalable

L'arrêté en projet entend puiser son fondement juridique dans l'article VII.II.4, 3°, de l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police, qui prévoit que peut être promu au grade de commissaire divisionnaire de police, le commissaire de police qui, entre autres conditions, "est détenteur du brevet de direction déterminé par Nous".

En vertu de la disposition transitoire inscrite sous l'article 184 de la Constitution, cet arrêté royal, dans la mesure où il fixe des éléments essentiels du statut du personnel du service de police intégré, structuré à deux niveaux, doit être confirmé, quant à ces éléments, par la loi avant le 30 avril 2002.

Le 26 avril 2002 a été promulguée la loi relative aux éléments essentiels du statut des membres du personnel des services de police et portant diverses autres dispositions relatives aux services de police.

L'article 32 de cette loi prévoit :

"Peut être promu au grade de commissaire divisionnaire de police, le commissaire de police qui :

...

3° est détenteur du brevet de direction déterminé par le Roi dans un arrêté délibéré en Conseil des ministres;"

L'attention de l'auteur du projet est, dès lors, attirée sur le fait que le présent projet doit faire l'objet d'une délibération du Conseil des ministres.

.../...

Observations particulières

Examen du projet

Intitulé

Le projet d'arrêté ne tend pas à définir l'ensemble des conditions requises pour l'avancement au grade de commissaire divisionnaire de police, mais seulement à fixer les modalités d'une seule d'entre elles, à savoir l'obtention d'un "brevet de direction".

L'arrêté serait, dès lors, mieux identifié comme suit :

"Arrêté royal déterminant le brevet de direction requis pour l'avancement au grade de commissaire divisionnaire de police.".

Préambule

Alinéa 1^{er}

Cet alinéa doit être remplacé par le texte suivant :

"Vu la loi du 26 avril 2002 relative aux éléments essentiels du statut des membres du personnel des services de police et portant diverses autres dispositions relatives aux services de police, notamment l'article 32;".

Alinéa 9

Il y a lieu de rédiger cet alinéa comme suit :

"Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de Notre Ministre de la Justice;".

.../...

Dispositif

Article 1^{er}

1. Il y a lieu de préciser parmi les définitions que l'abréviation "CDP" correspond aux mots "commissaire divisionnaire de police".

2. Au 6°, la direction générale des ressources humaines est instituée par l'article 7, 4°, de l'arrêté royal du 3 septembre 2000 concernant le commissaire général et les directions générales de la police fédérale. Il convient de faire référence à cette disposition plutôt qu'à l'article 11 de ce même arrêté qui fixe les missions de cette direction générale.

3. Au 7°, il convient de remplacer la référence à l'article VII.II.4, 3°, PJPol, par une référence à l'article 32 de la loi du 26 avril 2002, précitée, qui remplace cette disposition.

Une observation analogue vaut pour les références faites par l'article 11.

Article 3

Dans la version française du 1°, il convient de remplacer le mot "accession" par le mot "admission".

Article 4

A l'alinéa 1^{er}, dans le texte français, il y a lieu d'écrire "récuser", au lieu de "révoquer".

Il convient de prévoir le cas où la récusation est demandée à l'encontre du président du jury. Ce dernier ne peut, en effet, statuer sur sa propre récusation.

.../...

Article 5

1. A propos de l'alinéa 1^{er}, 2°, il est renvoyé à l'observation faite à l'égard de l'article 31 (devenu l'article 32 de la loi) de l'avant-projet de loi précitée ¹.

2. Au 3°, il convient d'écrire "sur la base de".

Cette observation vaut pour les articles 6, 9, 13, 17 et 22.

3. Au 3°, a), il convient de remplacer le mot "aptitudes" par le mot "capacités".

La même observation vaut pour l'article 10.

Article 6

Les deuxièmes phrases de l'alinéa 1^{er} et de l'alinéa 2 ne fixent pas une condition d'admission. Elles seraient, dès lors, mieux à leur place sous la section 3, sous-section 3, du même chapitre.

Au surplus, l'article 6 serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 6. L'officier qui a été déclaré inapte en application de l'article 23, alinéa 2, ou qui a été exclu de la sélection en application de l'article 21, ne peut présenter à nouveau sa candidature à la formation de promotion CDP avant un délai de trois ans à dater du jour respectivement de la déclaration d'inaptitude ou de l'exclusion.

L'officier qui est déclaré apte en application de l'article 23, alinéa 2, mais qui n'a pas réussi la formation de promotion CDP ne peut présenter à nouveau sa

⁽¹⁾ Doc. parl., Chambre, n° 50-1683/001.

candidature à cette formation avant un délai de trois ans à dater du jour de la décision du jury."

Article 7

Selon l'exposé des motifs de la loi précitée,

"... dans la mesure où l'accès au brevet de direction sera limité de manière réfléchie, c'est-à-dire en fonction des besoins d'encadrement, tous les titulaires dudit brevet auront de réelles chances d'être effectivement promus au grade de commissaire divisionnaire."

La décision d'organiser ou non une "formation de promotion CDP" résulte donc d'un choix politique qui n'est pas anodin : elle conditionne le nombre de personnes qui pourront postuler et entrer en concurrence pour les différents emplois ou mandats de la police fédérale et de la police locale.

Cette décision ne peut donc être subdéléguée à un fonctionnaire. Il convient, à tout le moins, d'attribuer explicitement au ministre le pouvoir de décider d'organiser ou non une formation de promotion.

Dans le texte français, à l'alinéa 2, 1°, il y a lieu d'écrire "d'introduction" au lieu de "de rentrée", et au 2°, "aux articles 5 et 6", au lieu de "à l'article 5 et 6".

Article 11

Il y a lieu de rédiger l'alinéa 1^{er} comme suit :

"Art. 11. Le supérieur ... sous ses ordres, donne un avis au jury sur l'aptitude du candidat à l'exercice d'une fonction supérieure."

Cette observation vaut également pour les articles 15 et 17 ("la commission donne un avis au jury").

Article 13

Cette disposition est peu claire. L'intention de l'auteur du projet est-elle que le supérieur hiérarchique du candidat procède à une évaluation du candidat, dans le respect des règles prévues à cet effet à la partie VII, titre I^{er}, de l'arrêté royal du 30 mars 2001, précité, avant de donner son avis sur le candidat, ou bien le supérieur hiérarchique devra-t-il donner son avis en s'appuyant sur la dernière évaluation qui a été faite du candidat?

Selon le fonctionnaire délégué, l'intention de l'auteur du projet est qu'une évaluation spécifique soit effectuée.

L'alinéa 1^{er} serait, dès lors, mieux rédigé comme suit :

"Art. 13. L'avis visé à l'article 11 est donné sur la base d'une évaluation descriptive, portant sur les indicateurs d'évaluation suivants :

- 1° (...);
- 2° sociabilité;
- (...);
- 7° fixation d'objectifs;
- 8° aptitude à donner des directives;
- 9° compréhension des autres fonctions."

.../...

Article 14

Le projet doit préciser si l'avis doit être transmis au candidat de manière à permettre à celui-ci d'introduire sa réclamation avant la communication de l'avis au jury ou, si au contraire, l'avis est transmis au candidat au moment où il est communiqué au jury.

Article 15

1. A l'alinéa 1^{er}, dans le texte français, il y a lieu de remplacer le mot "principal" par le mot "divisionnaire".

2. En vertu de l'article 39 des lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative, la commission créée par l'article 15 doit utiliser la langue du candidat, sans recours à des traducteurs. Il en résulte que la commission ne peut être composée que d'agents du même rôle linguistique que le candidat, ou dont la connaissance de la langue du candidat a été légalement reconnue.

L'alinéa 2, 2°, qui prévoit qu'un des assesseurs doit appartenir au même régime linguistique que le candidat et que les autres assesseurs doivent être bilingues, ajoute une condition linguistique à celles légalement prévues. Or, l'emploi des langues en matière administrative est une matière que la Constitution réserve à la loi.

Les mots "dont un appartient au même régime linguistique que le candidat et les autres sont bilingues" doivent, dès lors, être omis.

Articles 17 et 20

1. A l'article 17, 2°, il convient d'écrire :

.../...

"2° des exercices de simulations;".

2. Il résulte de la combinaison des articles 15 et 17 que l'épreuve type "assessment center" doit permettre à la "commission" de rendre au jury un avis sur "le potentiel du candidat à exercer la fonction de commissaire principal [lire : divisionnaire]". Cette épreuve comprend une "interview".

Cette interview paraît faire double emploi avec celle prévue à l'article 20 et qui est destinée à évaluer "si le candidat répond au profil requis pour l'exécution de la fonction de commissaire divisionnaire de police". Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas, en effet, à première vue la différence entre "avoir le potentiel" et "répondre au profil".

Selon le fonctionnaire délégué, l'optique des deux interviews est différente, la seconde devant porter sur les aspects plus spécifiquement policiers.

Le projet gagnerait à mieux spécifier l'objet des deux interviews.

Article 20 (nouveau)

Ainsi qu'il a été observé à l'occasion de l'examen de l'article 6, il est recommandé d'insérer sous la sous-section 3 du chapitre III, une disposition prévoyant les cas où le candidat est dispensé de l'épreuve de type "assessment center".

Cette disposition pourrait être rédigée comme suit :

"Art. 20. Est dispensé de l'épreuve de type "assessment center", le candidat qui, lors d'une sélection précédente, a été jugé apte en application de l'article 24 (ancien article 23), alinéa 2, ou qui a reçu une mention favorable pour cette épreuve, en application de l'article 26 (ancien article 25).".

Les articles suivants seront renumérotés en conséquence, et à l'article 26 (ancien article 25), la référence à l'article 6, alinéa 1^{er}, doit être remplacée par une référence à l'article 20.

Article 21 (devenant l'article 22)

Mieux vaut rédiger cette disposition comme suit :

"Art. 22. Le candidat qui ne comparaît pas personnellement sans raison valable est exclu d'office de la sélection. Le jury acte le défaut de comparution dans un procès-verbal dressé en double exemplaire, dont un est notifié au candidat."

Article 24 (devenant l'article 25)

Il convient d'écrire :

"Art. 24. Le président du jury informe sans délai et par écrit le candidat, ainsi que, selon le cas, le chef de corps ou le commissaire général, de la décision du jury."

Article 27 (devenant l'article 28)

Au 1°, il y a lieu de remplacer les mots "une formation" par les mots "des cours à l'école nationale pour officiers".

Article 31 (devenant l'article 32)

Les mots "en vertu de l'article" doivent être remplacés par les mots "en fonction de l'ancienneté déterminée conformément aux articles".

Article 33 (devenant l'article 34)

Dans le texte français, au 2°, il y a lieu d'écrire :

"2° une épreuve orale comprenant : (...).".

Article 37

Cette disposition doit être omise. Elle fait double emploi avec les dispositions plus précises des articles 38 et 39.

Article 42

Il s'agit de l'arrêté royal du 19 décembre 1997 portant le statut administratif et pécuniaire des membres du personnel de la police judiciaire près les parquets. La version française de l'article doit être corrigée en ce sens.

Article 43

Ainsi qu'en a convenu le fonctionnaire délégué, il n'y a pas lieu de donner un effet rétroactif à l'arrêté en projet.

Observations finales d'ordre linguistique et légistique

Le texte néerlandais du projet est susceptible d'amélioration. Sous réserve des observations de fond précédentes quelques propositions de texte sont faites ci-après à titre d'exemple.

.../...

Article 1^{er}

Au 1°, le mot "proef/proeven" devrait être remplacé par le mot "test/tests". Cette observation vaut pour l'ensemble du projet.

Au même 1°, il y lieu d'écrire "waarmee kan worden nagegaan in hoeverre een kandidaat in staat is om een ambt ... uit te oefenen;".

Article 3

A l'alinéa 1^{er}, 2°, les mots "slagen in" doivent être remplacés par les mots "slagen voor".

Au dernier alinéa, les mots "staat in voor" doivent être remplacés par le mot "verzorgt".

Article 4

A l'alinéa 1^{er}, les mots "reden van wraking" doivent par deux fois être remplacés par les mots "grond tot wraking" et le mot "voordragen" doit être remplacé par le mot "inbrengen".

Article 7

A l'alinéa 1^{er}, les mots "in functie van" doivent être remplacés par les mots "op basis van".

Article 10

La première phrase de l'article 10 doit être rédigée comme suit :

"Elke kandidaat ondergaat een onderzoek naar zijn professionele vaardigheden."

Article 11

A l'alinéa 2, les mots "bevraagt hij zich" doivent être remplacés par les mots "wint hij inlichtingen in".

Article 13

A l'alinéa 2, le mot "globaal" doit être remplacé par le mot "alomvattend".

Article 28

Au 1°, il convient d'écrire "onderdeel" au lieu de "luik". Cette observation vaut pour tout le projet.

Au même 1°, mieux vaut écrire "introspectie en inzicht in het eigen functioneren" au lieu de "introspectie en inzichtelijke analyse in het eigen functioneren".

Au 2°, il convient d'écrire "veranderende omstandigheden" au lieu de "veranderende context". Mieux vaut écrire, en outre, "Module 6 : ontplooiing op het vlak van organisatiekunde en organisatiecultuur".

Section 3 - Règles relatives aux examens et à la réussite

Dans l'intitulé de la section 3, il y a lieu d'écrire "regels voor examens en het slagen daarvoor".

Article 44

Il convient d'écrire :

"Onze minister bevoegd voor Binnenlandse Zaken en Onze minister bevoegd voor Justitie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit."

Le texte français de l'article doit être rédigé en conséquence.

Voorafgaande opmerking

Het is de bedoeling dat het ontworpen besluit zijn rechtsgrond haalt uit artikel VII.II.4, 3°, van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten, waarin wordt bepaald dat een commissaris van politie die tot de graad van hoofdcommissaris van politie wil worden bevorderd, onder andere moet voldoen aan de voorwaarde "houder (te zijn) van het door Ons bepaalde directiebrevet".

Krachtens de overgangsbepaling die vervat is in artikel 184 van de Grondwet, moet dat koninklijk besluit, voorzover daarin essentiële elementen worden geregeld van het statuut van het personeel van de geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, met betrekking tot die elementen bij de wet worden bekrachtigd vóór 30 april 2002.

Op 26 april 2002 is de wet houdende de essentiële elementen van het statuut van de personeelsleden van de politiediensten en houdende diverse andere bepalingen met betrekking tot de politiediensten, uitgevaardigd.

Artikel 32 van die wet luidt als volgt :

"Tot de graad van hoofdcommissaris van politie kan worden bevorderd, de commissaris van politie die :

...

3° houder is van het door de Koning bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad bepaalde directiebrevet;".

De steller van het ontwerp wordt er bijgevolg opmerkzaam op gemaakt dat over het onderhavige ontwerp in de Ministerraad moet worden beraadslaagd.

.../...

Bijzondere opmerkingen

Onderzoek van het ontwerp

Opschrift

In het ontwerpbesluit worden niet alle vereisten bepaald voor bevordering tot de graad van hoofdcommissaris van politie, alleen de nadere regels voor één enkele van die vereisten, namelijk het behalen van een "directiebrevet", worden vastgesteld.

Het opzet van het besluit zou dan ook beter tot uiting komen in het volgende opschrift :

"Koninklijk besluit tot bepaling van het directiebrevet dat vereist is voor bevordering tot hoofdcommissaris van politie.".

Aanhef

Eerste lid

Dit lid behoort te worden vervangen als volgt :

"Gelet op de wet van 26 april 2002 houdende de essentiële elementen van het statuut van de personeelsleden van de politiediensten en houdende diverse andere bepalingen met betrekking tot de politiediensten, inzonderheid op artikel 32;".

Negende lid

De Franse tekst van dit lid dient als volgt te worden gesteld :

"Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de Notre Ministre de la Justice;".

Dispositief

Artikel 1

1. In de definities moet worden aangegeven dat de afkorting "HCP" overeenstemt met de woorden "hoofdcommissaris van politie".

2. Wat onderdeel 6° betreft, is de algemene directie personeel ingesteld bij artikel 7, 4°, van het koninklijk besluit van 3 september 2000 met betrekking tot de commissaris-generaal en de algemene directies van de federale politie. Er dient naar die bepaling te worden verwezen in plaats van naar artikel 11 van hetzelfde besluit, bij welk artikel de opdrachten van die algemene directie worden bepaald.

3. In onderdeel 7°, dient de verwijzing naar artikel VII.II.4, 3°, RPPol te worden vervangen door een verwijzing naar artikel 32 van de voormelde wet van 26 april 2002, welk artikel in de plaats komt van die bepaling.

Een soortgelijke opmerking moet worden gemaakt bij de verwijzingen vervat in artikel 11.

Artikel 3

In de Franse versie van onderdeel 1° dient het woord "accession" te worden vervangen door het woord "admission".

Artikel 4

.../...

In de Franse tekst van het eerste lid moet het woord "récuser" in de plaats komen van het woord "révoquer".

Er dient een regeling te worden uitgewerkt voor het geval dat de wraking van de voorzitter van de jury wordt gevorderd. Laatstgenoemde mag immers geen uitspraak doen over zijn eigen wraking.

Artikel 5

1. In verband met het eerste lid, onderdeel 2°, wordt verwezen naar de opmerking die gemaakt is over artikel 31 van het voorontwerp van de voormelde wet (welke bepaling artikel 32 van de wet is geworden) ¹.

2. In de Franse tekst van onderdeel 3° dient "sur la base de" te worden geschreven in plaats van "sur base de".

Deze opmerking geldt eveneens voor de artikelen 6, 9, 13, 17 en 22.

3. In de Franse tekst van onderdeel 3°, a), dient het woord "aptitudes" te worden vervangen door het woord "capacités".

Deze opmerking geldt eveneens voor de Franse tekst van artikel 10.

Artikel 6

In de tweede zin van zowel het eerste als het tweede lid wordt geen toelatingsvoorwaarde bepaald. Die zinnen zouden dan ook beter worden ondergebracht in afdeling 3, onderafdeling 3, van hetzelfde hoofdstuk.

⁽¹⁾ Gedr. St., Kamer, nr. 50-1683/001.

Voorts zou artikel 6 beter als volgt worden gesteld :

"Art. 6. De officier die met toepassing van artikel 23, tweede lid, ongeschikt is verklaard of die met toepassing van artikel 21 uitgesloten is van selectie, kan zich niet opnieuw kandidaat stellen voor de promotieopleiding HCP vóór het verstrijken van een termijn van drie jaar die ingaat op de dag waarop hij respectievelijk ongeschikt is verklaard of uitgesloten is.

De officier die met toepassing van artikel 23, tweede lid, geschikt is verklaard doch niet geslaagd is voor de promotieopleiding HCP, kan zich niet opnieuw kandidaat stellen voor die opleiding vóór het verstrijken van een termijn van drie jaar die ingaat op de dag waarop de jury haar beslissing heeft genomen."

Artikel 7

In de memorie van toelichting bij de voormelde wet staat de volgende uitleg :

"... In de mate waarin de toegang tot het directiebrevet op een doordachte manier zal worden beperkt, met name in functie van de omkaderingsbehoeften, zullen de houders van dit brevet in elk geval daadwerkelijk de mogelijkheid hebben bevorderd te worden tot de graad van hoofdcommissaris."

De beslissing om al dan niet een "promotieopleiding HCP" te organiseren, is dus het resultaat van een politieke keuze die niet onbeduidend is : ze bepaalt het aantal personen die zullen kunnen solliciteren en mededingen naar de onderscheiden betrekkingen of mandaten bij de federale politie en de lokale politie.

Deze beslissing mag dan ook niet worden overgelaten aan een ambtenaar. Op zijn minst moet de bevoegdheid om te beslissen al dan niet een promotieopleiding te organiseren, uitdrukkelijk aan de minister worden opgedragen.

.../...

In de Franse tekst van het tweede lid, onderdeel 1°, moet "d'introduction" worden geschreven in plaats van "de rentrée", terwijl in onderdeel 2° "aux articles 5 et 6" moet worden geschreven in plaats van "à l'article 5 et 6".

Artikel 11

Het eerste lid behoort als volgt te worden gesteld :

"Art. 11. De meerdere ... onder zijn gezag heeft, verstrekt de jury een advies over de geschiktheid van de kandidaat voor het uitoefenen van een hoger ambt."

Deze opmerking geldt eveneens voor de artikelen 15 en 17 ("de commissie verstrekt de jury een advies").

Artikel 13

Deze bepaling is vrij onduidelijk. Is het de bedoeling van de steller van het ontwerp dat de hiërarchische meerdere de kandidaat evalueert met naleving van de regels die met het oog daarop opgenomen zijn in deel VII, titel I, van het voormelde koninklijk besluit van 30 maart 2001, vóór hij zijn advies over de kandidaat uitbrengt of moet de hiërarchische meerdere zijn advies geven op basis van de laatste evaluatie die van de kandidaat is gemaakt ?

Volgens de gemachtigde ambtenaar ligt het in de bedoeling van de steller van het ontwerp een specifieke evaluatie te laten uitvoeren.

Het eerste lid zou dan ook beter als volgt worden gesteld :

"Art. 13. Het in artikel 11 bedoelde advies wordt verstrekt op grond van een beschrijvende evaluatie, aan de hand van de volgende evaluatie-indicatoren :

.../...

- 1° (...);
- 2° gemakkelijker in de omgang;

(...);
- 7° bepalen van doelstellingen;
- 8° geschiktheid voor het geven van richtlijnen;
- 9° begrip van de andere functies."

Artikel 14

In het ontwerp moet worden aangegeven of het advies aan de kandidaat wordt bezorgd zodat deze zijn bezwaarschrift kan indienen voordat het advies aan de jury wordt overgezonden dan wel of het advies aan de kandidaat wordt bezorgd op het ogenblik dat het aan de jury wordt overgezonden.

Artikel 15

1. In de Franse tekst van het eerste lid moet het woord "principal" worden vervangen door het woord "divisionnaire".

2. Krachtens artikel 39 van de gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, moet de bij artikel 15 opgerichte commissie de taal van de kandidaat gebruiken, zonder een beroep te doen op vertalers. Dat betekent dat de commissie alleen kan worden samengesteld uit ambtenaren van dezelfde taalrol als de kandidaat of wier kennis van de taal van de kandidaat wettelijk is erkend.

Het tweede lid, 2°, dat bepaalt dat één van de assessoren tot het taalstelsel van de kandidaat moet behoren en de overige assessoren tweetalig moeten zijn, voegt een taalvereiste toe aan de wettelijk gestelde voorwaarden. Het gebruik van de talen in bestuurszaken is evenwel een aangelegenheid die de grondwetgever uitsluitend in handen van de wetgever heeft gelegd.

De woorden "waarvan er één tot de taalrol van de kandidaat behoort en de overigen tweetalig zijn" moeten dan ook vervallen.

Artikelen 17 en 20

1. In artikel 17, 2°, schrijve men :

"2° simulatieoefeningen;".

2. Uit de gezamenlijke lezing van de artikelen 15 en 17 blijkt dat de "assessment center"-test de "commissie" in staat moet stellen aan de jury een advies te verstrekken over "het potentieel van de kandidaat om de functie van hoofdcommissaris uit te oefenen". Die test omvat een "interview".

Dat interview lijkt een overlapping van het interview waarin artikel 20 voorziet en dat bedoeld is om na te gaan "of de kandidaat beantwoordt aan het profiel vereist voor de uitoefening van de functie van hoofdcommissaris van politie". Het is de Raad van State immers op het eerste gezicht niet duidelijk wat het verschil is tussen "het potentieel hebben" en "beantwoorden aan het profiel".

Volgens de gemachtigde ambtenaar is het gezichtspunt bij de twee interviews verschillend. Het tweede interview zou gaan over aspecten die meer specifiek van politionele aard zijn.

Het ontwerp zou ermee gebaat zijn als het onderwerp van de beide interviews nauwkeuriger werd aangegeven.

Artikel 20 (nieuw)

Zoals opgemerkt is bij de bespreking van artikel 6, wordt aanbevolen in onderafdeling 3 van hoofdstuk III een bepaling in te voegen tot regeling van het geval dat de kandidaat wordt vrijgesteld van de "assessment center"-test.

Die bepaling zou als volgt kunnen worden gesteld :

"Art. 20. De kandidaat die ingevolge artikel 24 (het vroegere artikel 23), tweede lid, bij een vorige selectie geschikt is bevonden of die ingevolge artikel 26 (het vroegere artikel 25) voor de "assessment center"-test een gunstige vermelding heeft gekregen, wordt vrijgesteld van die "test".

De volgende artikelen worden dienovereenkomstig vernummerd, en in artikel 26 (het vroegere artikel 25) moet de verwijzing naar artikel 6, eerste lid, vervangen worden door een verwijzing naar artikel 20.

Artikel 21 (dat artikel 22 wordt)

Het zou beter zijn deze bepaling als volgt te stellen :

"Art. 22. De kandidaat die zonder geldige reden niet persoonlijk verschijnt, wordt ambtshalve uitgesloten van selectie. De jury tekent de niet-verschijning op in een proces-verbaal dat in tweevoud wordt opgemaakt, waarvan één exemplaar ter kennis wordt gebracht van de kandidaat."

Artikel 24 (dat artikel 25 wordt)

Men schrijve :

"Art. 24. De voorzitter van de jury brengt de kandidaat en, naargelang van het geval, de korpschef of de commissaris-generaal onverwijld en schriftelijk op de hoogte van de beslissing van de jury."

Artikel 27 (dat artikel 28 wordt)

In onderdeel 1°, dienen de woorden "een opleiding" vervangen te worden door de woorden "lessen aan de nationale school voor officieren".

Artikel 31 (dat artikel 32 wordt)

De woorden "overeenkomstig artikel" moeten vervangen worden door de woorden "op basis van de anciënniteit bepaald overeenkomstig de artikelen".

Artikel 33 (dat artikel 34 wordt)

In de Nederlandse tekst schrijve men in 1° en 2° respectievelijk "een schriftelijk gedeelte" en "een mondeling gedeelte" in plaats van "een schriftelijke proef" en "een mondelinge proef".

Artikel 37

Deze bepaling moet vervallen. Ze overlapt de specifiekere bepalingen van de artikelen 38 en 39.

Artikel 42

Het zou beter zijn de Nederlandse versie van deze bepaling als volgt te stellen :

"Art. 42. Personeelsleden die op de dag van de inwerkingtreding van dit besluit voldoen aan de voorwaarden voor bevordering tot weddeschaal 1D ... parketten, opgeheven bij ... directiebrevet."

Artikel 43

Er is geen reden om het ontworpen besluit te laten terugwerken. De gemachtigde ambtenaar heeft dat beaamd.

Slotopmerkingen van taalkundige en wetgevingstechnische aard

De Nederlandse tekst van het ontwerp is voor verbetering vatbaar. Onder voorbehoud van de voormelde inhoudelijk opmerkingen worden hierna bij wijze van voorbeeld enkele tekstvoorstellen gedaan.

Artikel 1

In onderdeel 1°, zou het woord "proef/proeven" moeten worden vervangen door het woord "test/tests". Deze opmerking geldt voor het hele ontwerp.

In datzelfde onderdeel 1°, schrijve men "waarmee kan worden nagegaan in hoeverre een kandidaat in staat is om een ambt ... uit te oefenen;".

Artikel 3

In het eerste lid, onderdeel 2°, moeten de woorden "slagen in" worden vervangen door de woorden "slagen voor".

In het laatste lid, dienen de woorden "staat in voor" te worden vervangen door het woord "verzorgt".

Artikel 4

In het eerste lid, dienen de woorden "reden van wraking" telkens te worden vervangen door de woorden "grond tot wraking" en moet het woord "voordragen" worden vervangen door het woord "inbrengen".

Artikel 7

In het eerste lid, dienen de woorden "in functie van" te worden vervangen door de woorden "op basis van".

Artikel 10

De eerste zin van artikel 10 zou als volgt moeten worden gesteld :

"Elke kandidaat ondergaat een onderzoek naar zijn professionele vaardigheden."

Artikel 11

In het tweede lid, moeten de woorden "bevraagt hij zich" worden vervangen door de woorden "wint hij inlichtingen in".

Artikel 13

In het tweede lid, dient het woord "globaal" te worden vervangen door het woord "alomvattend".

Artikel 28

In 1°, schrijve men "onderdeel" in plaats van "luik". Deze opmerking geldt voor het hele ontwerp.

In hetzelfde onderdeel 1°, schrijve men "introspectie en inzicht in het eigen functioneren" in plaats van "introspectie en inzichtelijke analyse in het eigen functioneren".

In 2°, schrijve men "veranderende omstandigheden" in plaats van "veranderende context". Bovendien schrijve men : "Module 6 : ontplooiing op het vlak van organisatiekunde en organisatiecultuur".

Afdeling 3 - Regels inzake examens en slagen

In het opschrift van afdeling 3 schrijve men "regels voor examens en het slagen daarvoor".

Artikel 44

Men schrijve :

"Onze minister bevoegd voor Binnenlandse Zaken en Onze minister bevoegd voor Justitie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit."

De Franse tekst van het artikel zou dienovereenkomstig gesteld moeten worden.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

Y. KREINS,

président de chambre,
kamervoorzitter,

Mesdames
Mevrouwen

J. JAUMOTTE,
M. BAGUET,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

B. VIGNERON,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par M. L. DETROUX, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme G. MARTOU, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. L. DETROUX, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door Mevr. G. MARTOU, adjunct-referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. JAUMOTTE.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

LE GREFFIER - LE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

B. VIGNERON

Y. KREINS